



Lettre ouverte à Monsieur le Directeur du CIRC au sujet de la Monographie d'évaluation de la cancérogénicité des CEM - 24-31 mai 2011

**Dr Christopher Wild
Directeur
Centre International de Recherche sur le Cancer
150 cours Albert Thomas
69372 Lyon Cedex
France**

Istanbul, le 23 mai 2011

Monsieur le Directeur,

Nous venons d'apprendre au moment de vous envoyer cette lettre et alors que nous venons de la communiquer à l'Agence France Presse que vous avez pris la décision de retirer le Pr Alhbol du Groupe de travail. Nous vous en félicitons très chaleureusement et faisons suivre l'information à toutes les personnes concernées. Néanmoins, nous souhaitons vous confirmer la vigilance avec laquelle la communauté internationale de santé des populations suivra les travaux de la Monographie.

Du 24 au 31 mai 2011 se déroulera à Lyon, dans le Centre que vous avez le bonheur mais aussi l'immense responsabilité de diriger, la réunion de la Monographie du CIRC d'évaluation du risque cancérogénique pour les humaine-s du volume 102 : radiations non ionisantes, partie II : champs électromagnétiques de radiofréquence [comprenant les téléphones mobiles, les micro-ondes et les radars]. Il s'agit là d'un sujet dont nous mesurons à la fois parfaitement la complexité au plan scientifique mais aussi l'importance potentielle en termes de risques à long terme pour la santé des populations humaines et en particulier pour les groupes souvent les plus vulnérables comme les foetus et les enfants. Nous attachons donc la plus grande attention à cette réunion, la classification qui en résultera concernant la cancérogénicité des champs électromagnétiques de radiofréquence en groupe 1 (cancérogène reconnu), 2a (cancérogène probable) ou 2b (cancérogène possible) étant susceptible d'avoir au niveau national français, comme de nombreux autres pays européens et non européens, mais aussi au niveau supranational et international des conséquences en termes de réglementations des expositions, pouvant aboutir sur des dispositifs législatifs visant ou non à mieux protéger les populations.

Vous savez tout aussi bien et mieux que nous que l'existence éventuelle d'un risque, même quantitativement peu important en termes de risque relatif aura de par la fréquence des expositions (plus de 70% de la population mondiale serait actuellement propriétaire et donc aussi utilisatrice d'un téléphone portable) des effets non négligeables en termes de nombre de tumeurs induites. Certaines de ces tumeurs, comme les glioblastomes, fort heureusement encore aujourd'hui peu fréquentes, sont des cancers dont le pronostic, même dans les meilleurs centres de traitement reste particulièrement sombre. Un tel fardeau de cancers supplémentaires sera trop lourd à porter pour beaucoup de pays aux ressources limitées, tels les pays du Sud, en particulier en Afrique. De plus, le poids de souffrance des patient-e-s, de leurs familles et proches est intolérable pour quelque pays que ce soit et en contradiction absolue avec l'objectif de santé pour tou-te-s de l'Organisation Mondiale de la Santé, dont le CIRC est l'universellement reconnu lieu de recherche sur le cancer dans un but de prévention, comme l'avait souligné le Général de Gaulle, initiateur de ce remarquable projet qu'il voyait comme une institution avec une triple vocation : la coopération entre les peuples, le progrès de l'humanité et l'avancement des sciences. Nous savons à quel point vous partagez ces valeurs.

C'est la raison pour laquelle nous prenons aujourd'hui la liberté de vous envoyer cette lettre ouverte. Nous tenons, avec tout le respect que nous portons au CIRC et en particulier au programme des Monographies, créé en 1969 par un remarquable visionnaire, le Dr Lorenzo Tomatis, à vous exprimer nos plus profondes inquiétudes pour la Monographie qui débutera demain dans vos locaux. Cinq éléments ont attiré notre attention et nous conduisent à vous contacter.

1. Nous sommes surpris-es par le fait que le CIRC ait décidé il y a déjà plus d'une année de programmer cette réunion pour le mois de mai 2011, alors qu'il devait être clair à cette époque que la plus grande étude jamais menée sur ce sujet, et qui plus est, une étude coordonnée par le CIRC, n'aurait pas encore livré tous les résultats que la communauté scientifique, mais aussi médicale et de santé de population, et en fait même dans une certaine mesure le grand public, attend depuis maintenant plus de cinq ans. L'étude INTERPHONE qui compte plus de 6600 cas de cancers et encore plus de référents, recrutés entre 1999 et 2004 dans 13 pays (Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Finlande, France, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède) n'a pas encore livré tous ses secrets. Les résultats concernant les tumeurs du cerveau (2708 gliomes et 2409 méningiomes), même s'ils ne montrent pas dans l'ensemble une augmentation de risque, indiquent néanmoins clairement que les sujets les plus exposés (au moins 1640 heures de temps cumulé estimé de communications) ont un risque légèrement augmenté de méningiome (OR à 1,15, non statistiquement significatif) mais surtout de gliome (OR à 1,40, statistiquement significatif). Ce dernier risque est plus grand chez les sujets qui disaient que leur cancer était survenu du côté de la tête auquel il-elle-s avaient l'habitude de tenir leur portable. D'aucun-e-s jugent que ce résultat peut être ignoré car il ne concerne qu'un seul groupe. Mais de nouveau, force est de constater que le risque apparait exactement dans le groupe où il était attendu, c'est-à-dire chez les utilisateur-ric-e-s les plus gros consommateurs et pour la plus longue durée (plus de 10 ans), du côté d'utilisation et au niveau du lobe temporal, soit le lobe le plus proche du lieu où le portable est tenu au moment de son utilisation. Permettez-nous de suggérer que ceci n'est sans doute pas le fait du hasard, mais ce que nous enseignons à nos étudiant-e-s, soit que le risque apparait d'abord chez les personnes les plus exposées avant de diffuser au reste de la population. Nous craignons par conséquent que ce qui a été observé, non seulement dans l'étude INTERPHONE, mais aussi dans d'autres études sur le même sujet, comme celles conduites dans les pays nordiques (par Hardell en particulier) ne soit que le début de la mise en évidence d'une importante survenue de tumeurs du cerveau. Ce n'est qu'un début...
2. Les résultats concernant les 1100 neurinomes de l'acoustique et les 400 tumeurs des glandes parotides, eux et elles aussi incluses dans INTERPHONE n'ont pas encore été publiés. Pouvons-nous souhaiter ne pas avoir à attendre encore plusieurs années pour disposer de ces résultats ?
3. Nous comprenons que votre degré de contrôle sur INTERPHONE, surtout depuis le départ du CIRC de l'investigatrice principale, Elisabeth Cardis, puisse ne pas être total et nous ne ferons donc que vous encourager à tout mettre en œuvre pour pousser les nombreux-ses investigateur-ric-e-s d'INTERPHONE à publier au plus tôt (avant fin 2011 ?) les résultats qui font encore cruellement défaut. Par contre, il entre dans le domaine de vos prérogatives et de vos responsabilités de vous assurer que la composition du groupe d'expert-e-s (*Working group members*) qui sont ceux et celles qui décideront sur la base de leur analyse de toutes les données scientifiques (expositions, données animales, données humaines, autres données pertinentes) dans quel groupe les radiofréquences seront classifiées (1, 2a ou 2b) permette une évaluation honnête et non influencée par de possibles conflits d'intérêt.

Nous aurions donc souhaité pouvoir consulter sur le site des Monographies du CIRC les déclarations d'intérêt (*Declaration of interest for WHO experts*) que ces expert-e-s ont rempli et qui doivent être dans les mains du CIRC. Nous avons attendu jusqu'au presque dernier moment (moment où ce document est rédigé soit le lundi 23 mai 2011 à 04h30) pour les voir apparaitre mais sans succès. Nous ne comprenons pas que des documents de cette importance ne soient pas rendus publics. Quelle est leur raison d'être si leur contenu n'est pas porté à la connaissance de toute personne souhaitant les consulter ? En leur absence, nous ne pouvons donc nous tourner que vers des sources alternatives d'information. L'une de celles-ci est la presse écrite ou radiotélévisée. Nous avons été choqué-e-s de lire ou d'entendre les déclarations de plusieurs

membres du *Working group*. Nous ne retiendrons que les propos de deux personnes en raison du rôle qui semble leur avoir été confié dans la Monographie à venir, l'un en temps que *Chairperson* soit de l'ensemble de la Monographie, soit simplement du sous-groupe d'Epidémiologie et l'autre comme ayant semble-t-il rédigé le premier *draft* du chapitre d'épidémiologie qui sera discuté dans les jours à venir. Le premier est le Pr Anders Ahlbom. Selon la presse (et je l'écris encore une fois nous n'avons pu avoir recours à une autre source d'information puisque nous n'avons pas eu accès aux déclarations d'intérêt), le Pr Ahlbom de l'Institut Karolinska serait le frère de Gunnar Ahlbom, un lobbyiste connu à Bruxelles pour son travail pour le principal opérateur de téléphonie mobile suédois TeliaSonera et les deux frères auraient en 2010 ouvert un cabinet de consultants, Gunnar Ahlbom AB, avec adresse à Bruxelles. Si tel est le cas, cette information doit apparaître au point 6b de la déclaration d'intérêt et rend extrêmement surprenant le choix du Pr Ahlbom pour assurer la présidence du *Working group*.

4. L'autre expert ayant suscité notre attention est le Pr Jack Siemiatycki, de l'université de Montréal qui selon ses déclarations à la presse aurait été choisi pour diriger le sous-groupe Epidémiologie. Nous ne savons pas s'il a ou pas des conflits d'intérêt, déclarés ou non. Néanmoins nous sommes profondément choqué-e-s par les propos qu'il semble avoir tenus, affirmant qu'il n'y a pas de risques liés à la téléphonie mobile et que si le principe de précaution avait été mis en place il y a deux mille ans, nous en serions encore à l'âge des cavernes. Ceci ne correspond guère aux propos du scientifique sérieux et expérimenté que Jack était (au moins il y a quelques années) et cela pose question sur ce que seront ses propos lors de la Monographie.
5. En France, l'Inspection Générale des Affaires Sociales a sorti en avril 2011 un rapport de synthèse sur le thème de l'expertise sanitaire. Nous nous permettons d'attirer votre attention sur ce document (RM2011-044P). Ce rapport souligne l'importance de l'indépendance de l'expertise, comme « condition essentielle de sa qualité, de son impartialité et de sa légitimité ». En ce qui concerne les observateurs de l'industrie, il est écrit « Quant aux représentants des acteurs économiques, la mission estime que leur présence dans les collectifs d'experts est trop ambiguë pour être maintenue. Elle préconise donc de les auditionner ou de les consulter par écrit. » Que penser par conséquent de la présence en tant qu'observateurs-riche de Joe Elder (*Mobile Manufacturers Forum*), Jack Rowley (*GSM Association*) et Mays Swicord (*CTIA – The Wireless Association*) ?

Nous ne doutons pas, Monsieur le Directeur, de votre capacité à prendre en compte nos remarques. Il en va de la santé des populations, des plus jeunes en particulier, au Nord comme au Sud. Nous vous assurons de notre respectueuse considération.

Women in Europe for a Common Future (WECF-fr)

Dr Annie J. Sasco, MD, DrPH, Membre du Comité d'Expert-e-s WECF, médecin épidémiologiste du cancer, Directrice de recherche Inserm et ancienne directrice d'unité au CIRC, Fellow of the Collegium Ramazzini, Bordeaux

Anne Barre, Présidente de WECF France, Annemasse

Madeleine Madoré, Membre du Comité d'expert-e-s WECF, Pharmacienne, Paris

Anne-Corinne Zimmer, Membre du Comité d'Expert-e-s WECF, Auteure et journaliste scientifique, Bruxelles, Belgique

Elisabeth Ruffinengo, Juriste, Chargée de mission plaidoyer, WECF, Annemasse

Réseau Environnement Santé (RES)

André Cicolella, Président RES, Paris

Dr Pierre Souvet, Cardiologue, Trésorier RES, Aix-en-Provence

Environmental Health Trust

Devra Lee Davis, PhD, Auteure et Fondatrice Environmental Trust Fund, Fellow of the Collegium Ramazzini, Washington DC and Jackson Hole, Wyoming, Etats-Unis d'Amérique

International Society of Doctors for the Environment – France (ISDE France)

Pr Dominique Belpomme, Président, PU-PH Cancérologie, Paris

Philippe Irigaray, Dr es Sciences, Paris

International Society of Doctors for the Environment – Italie (ISDE-Italia)

Dr Ernesto Burgio, Pédiatre, Président ISDE-Italie

Health Care without Harm (HCWH)

Dr Gary Cohen, MD, Président et co-fondateur, Boston, Etats-Unis d'Amérique

Dr Anja Leetz, Executive Director HCWH-Europe, Bruxelles

Health Environment Alliance (HEAL)

Genon K. Jensen, Executive Director, France

Lisette van Vliet, Toxics Policy Advisor, Bruxelles, Belgique

Caméra Santé

Nadia Collot, Présidente et fondatrice CaméraSanté, réalisatrice, Paris, France

WEEP- The Canadian initiative to stop Wireless Electrical and Electromagnetic Pollution

Martin Weatherall, Co-Director WEEP, Canada

Médecins, scientifiques ou autres personnes s'engageant à titre personnel

Geneviève Ancel, Administratrice territoriale et co-fondatrice Dialogues en Humanité, Lyon, France

Nicholas Ashford, JD, PhD, Professor of Technology and Policy, MIT, Fellow of the Collegium

Ramazzini, Cambridge, Etats-Unis d'Amérique

Dr Bernard Asselain, Médecin épidémiologiste, MD, PhD, Institut Curie, Paris, France

Pr Fahrat Ben Ayed, MD, Cancérologue, Président de l'Association Tunisienne de Lutte Contre le Cancer, Tunis, Tunisie

Marie-Line Cal, Economiste de la santé, Maître de conférences des universités, Université Bordeaux Segalen, France

Barry Castleman, PhD, Fellow of the Collegium Ramazzini, Washington DC, USA

Pr Richard Clapp, Past president of Greater Boston Physicians for Social Responsibility, USA

Pr Vyvyan Howard, MD, PhD, Past president International Society of Doctors for the Environment, University of Ulster

Dr Jean-Loup Mouysset, MD, Oncologue médical, Aix-en-Provence, France

Pr Polyxeni Nicolopoulou-Stamati, MD, PhD, Pathologie Environnementale, Université d'Athènes, Grèce

Clément Rossignol, PhD, Université Bordeaux, France

Elifsu Sabuncu, PhD, Paris, France

Pr Paulo Saldiva, MD, PhD, Chairman of the National Center of Integrated Environmental Risk assessment, National Research Council, Sao Paulo, Brésil

Dr Emilia Maria Serra, Sao Paulo, Brésil

Dr David Servan-Schreiber, MD, PhD, Auteur et Fondateur Guérir.fr, France

Pr Morando Soffritti, MD, PhD, Fellow Collegium Ramazzini, Carpi, Italie

Pr Carlos Sonnenschein, MD, PhD, Tufts University School of Medicine, Boston, USA

Pr Ana Soto, MD, PhD, Tufts University School of Medicine, Boston, USA

Pr Charles Sultan, MD, PhD, Université de Montpellier, France

Annie Thébaud-Monny, Directeur de Recherche honoraire Inserm, Paris, France

Contact information/personne contact :

Annie J. Sasco, MD, DrPH

Epidémiologie pour la Prévention du Cancer

Equipe VIH, Cancer et Santé globale

Inserm U 897

Isped

Université Bordeaux Segalen

146 rue Leo Saignat

33176 Bordeaux cedex - France

Tel : ++ 33 5 57 57 45 12

Cell : ++33 6 74 25 43 93

Courriel : annie.sasco@isped.u-bordeaux2.fr